



## l'édito

d' **A**lain  
**Bergounioux**

### Années tournantes

Cette expression, « années tournantes », doit être utilisée avec prudence. Nous avons tendance à voir des « tournants » dans l'histoire un peu partout... Et, pourtant, il s'agit bien de cela aujourd'hui. L'élection de Donald Trump n'en est pas à soi seule la cause. Elle est le signe d'une évolution déjà en cours depuis un moment. Comme l'écrivait l'historien britannique, Tony Judt, récemment disparu : « *Nous vivons des temps incertains. On ne peut pas prévoir ce que sera le futur de rien de tout ce qui nous semblait aller auparavant de soi* ». Il est possible, en effet, que nous entrions, à nouveau, dans une ère de nationalisme et de xénophobie. Certes, Donald Trump, rencontrera des limites dans l'exercice de son pouvoir, mais il marque une volonté de remettre en cause tout l'effort d'établir, depuis 1945, des règles et des régulations dans l'ordre international pour n'y voir qu'un concert de grandes puissances, nouant des négociations entre elles et marginalisant les plus faibles. Les conséquences de ce changement de paradigme ne manqueront pas d'apparaître bientôt.

On comprend, dès lors, que pour tous ceux qui partagent cette vision - Vladimir Poutine en premier lieu - l'Union européenne représente un obstacle avec sa vision, d'une part, d'une souveraineté partagée, et d'autre part, d'une capacité à mener une politique commerciale influente dans le monde. La volonté de la voir se dissoudre au profit de zones d'influence pour les grandes puissances est évidente. Le problème est que ce projet rencontre l'appui des partis populistes d'extrême droite qui occupent des positions de force dans de nombreux pays. Et, malheureusement, tous à gauche ne voient pas l'enjeu. Quelle serait la capacité de chacun des pays européens pris isolément à défendre ses intérêts efficacement face aux grandes puissances ? Cela vaudrait pour les questions économiques, comme pour les questions politiques. Qu'il faille, aujourd'hui, réorienter l'Union européenne est une évidence, mais il faut le faire en la consolidant, et non en l'affaiblissant. C'est l'acquis de plusieurs générations qui est en question. Et, c'est surtout la question de notre influence, dans le monde nouveau qui prend corps, qui est en cause. La vraie protection - et l'expérience de l'entre-deux-guerres devrait demeurer présente à l'esprit - ne passe pas par le démantèlement des règles collectives dans le monde et en Europe.

Nous avons, cette semaine, la tête dans nos élections primaires qui revêtent une réelle importance. Et cela est naturel. Mais, il nous faut également dépasser la conjoncture

présente, aussi difficile et problématique soit-elle. Car, nous nous inscrivons dans une longue histoire, dont nous sommes responsables. Les rénovations nécessaires, en effet, ne doivent pas nous faire oublier que nous avons besoin d'un Parti socialiste en capacité de faire le pont entre le passé et l'avenir, de nourrir une conception du monde. C'est ce qui est en train de se jouer, aujourd'hui, dans la « nouvelle donne » que nous connaissons aux niveaux mondial, européen, français. Pour y faire face, faisons nôtre l'obligation de renouveler, de renforcer, de réunir notre Parti socialiste.

# François Fillon, prisonnier de ses dogmes

Le candidat investi par la droite dénonce, à l'évidence, et de manière systématique, quatre boucs émissaires. Sa démarche ne rassemble pas, elle divise ; elle ne fédère pas, elle stigmatise. Il lui arrive même d'inquiéter.

D'abord, les fonctionnaires et les agents publics en général. Il entend ainsi, supprimer 500 000 postes dans les trois fonctions publiques, en cinq ans, remettre en cause la réduction de la durée hebdomadaire du travail moyennant une baisse de 11 % de leur pouvoir d'achat, s'attaquer à leur retraite et à leurs conditions de travail. Il prône l'autorité de l'État, mais se refuse à reconnaître le rôle et les missions de celles et ceux qui travaillent à son service.

Ensuite, les organisations syndicales de salariés. Dans la droite ligne de la fin de campagne présidentielle 2012 de Nicolas Sarkozy, François Fillon veut tourner le dos à toute forme de négociation collective et de dialogue social, au nom d'une conception brutale et autoritaire de la vie publique. A l'évidence, il déteste les médiations démocratiques, celles qui font la richesse d'une société civile émancipée et autonome.

Par ailleurs, l'égalité d'accès à la santé. Ces initiatives cafouilleuses sur le sujet ne sauraient faire diversion, même si elles témoignent d'une connaissance approximative du dossier. C'est bien de la remise en cause partielle de l'assurance-maladie qu'il s'agit. Et avec elle, de l'instauration d'une santé à plusieurs vitesses, fondée sur la ségrégation par l'argent et la condamnation de toute démarche de prévention. Pour le député de Paris, la santé est un bien marchand qui doit contribuer à générer la rentabilité des banques et des compagnies d'assurances privées.

Enfin, l'État stratège. La dérégulation/privatisation est constamment remise à l'ordre du jour,

au moment où toutes les grandes institutions internationales abandonnent les chimères de Milton Friedman pour inciter les puissances publiques, quelles qu'elles soient, à mieux anticiper et encadrer les phénomènes économiques et financiers, afin de tirer toutes les leçons de la crise financière de 2008.

Le député de Paris se fixe, aussi, sur deux ressorts, confinant au dogme. Celui du recours aux privatisations des services publics et des participations publiques dans les entreprises majeures dans leurs secteurs respectifs, pour tenter, d'une part, d'éviter la dérive budgétaire induite par sa stratégie d'ensemble, et, d'autre part, de tenter de compenser les largesses accordées aux clientèles les plus favorisées. Celui

de la priorité donnée à la rente, à travers une politique fiscale, supprimant l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), réduisant les droits sur les grosses successions et la fiscalité sur le patrimoine, effaçant les tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IR).

Le candidat des « républicains », logique avec lui

même, propose, enfin, un renoncement. Celui-ci vise l'impératif de l'environnement et de la protection de la planète. Ainsi, tout au long du débat des « primaires » de la droite, ce sujet est passé à « la trappe », tous les postulants préférant manifestement surenchérir sur les thématiques de revanche sociale et fiscale et de « course à l'échalote » autoritaire. Cette forme de déni est en cohérence avec ses choix sociaux et politiques, fondés sur la dérégulation, le désengagement de l'État stratège, l'abandon progressif des politiques publiques.

**Pour la droite « l'environnement, ça commence à bien faire ».** Nous sommes désormais très loin des conclusions et de l'esprit du « Grenelle de l'environnement », organisé en

*Pour le député de Paris, la santé est un bien marchand qui doit contribuer à générer la rentabilité des banques et des compagnies d'assurances privées.*

2007. « *L'environnement, ça commence à bien faire* », formule lapidaire utilisée pendant son mandat par Nicolas Sarkozy, en visite au Salon de l'Agriculture, en mars 2010, l'emporte désormais dans presque tous les esprits à droite, et en particulier dans celui de l'ancien Premier ministre du quinquennat 2007-2012. Le faible score (2,6 %) réalisé par l'ancienne ministre de l'Environnement, Nathalie Kosciusko Morizet, à la « primaire » de la droite, confirme le constat. Cette tendance lourde entraîne naturellement des conséquences importantes sur tous les dossiers ayant trait aux dérèglements climatiques, à la santé, à l'alimentation, mais aussi à l'aménagement du territoire et à la préservation des littoraux.

Le candidat de la droite préconise, tout d'abord, le retour au « tout nucléaire » civil. Cette décision signifie l'abandon de toute forme de diversification énergétique et de toute volonté de projection dans un avenir post-nucléaire civil. Il en découle également, la résignation à l'implicite

prorogation de durée de vie, d'une vingtaine d'années supplémentaires, des actuelles centrales nucléaires, avec tous les risques que comporte une telle perspective. Cette démarche entraînerait, par ailleurs, des investissements colossaux, à terme, pour assurer non seulement le renouvellement du parc nucléaire, mais aussi sa modernisation et son extension, investissements qui par leur ampleur, interdiraient, presque mécaniquement, toute logique de diversification, et, surtout, de montée en puissance des énergies renouvelables propres et sûres.

La cohérence d'une telle approche apparaît d'ailleurs avec l'intention réitérée de la part du candidat de la droite, d'abandonner toutes les aides publiques en direction et en faveur des filières d'énergies renouvelables. Un tel choix pourrait pourtant se révéler très grave, puisqu'il aurait pour conséquences, d'une part, de tarir un puissant gisement d'emplois, et, d'autre part, de tourner définitivement le dos à tout processus de transition énergétique,

et donc écologique. Nous ne sommes plus très éloignés de la dérive « climato-sceptique ».

Au point, d'ailleurs, de compromettre en France même, le sens des recommandations actées lors des accords de Paris, en décembre 2015, à l'occasion de la COP 21. Au point, surtout, de brider substantiellement les capacités de choix et donc l'avenir et l'espoir des générations futures. Les renoncements formulés en matière énergétique - car il s'agit essentiellement de cela - scelleraient et engageraient, en effet, pour le moins, les perspectives de plusieurs générations.

François Fillon envisage également, de relancer la recherche en vue de l'exploitation du gaz de schiste, sans écarter le recours à la méthode

dite de la fracturation hydraulique. Cette option avive toutes les craintes relatives à la qualité des nappes phréatiques, et donc de l'eau potable, et à celle des sols et des sous-sols, et par conséquent, de l'alimentation. Elle confirme son penchant pour les solutions de

*Les renoncements formulés en matière énergétique - car il s'agit essentiellement de cela - scelleraient et engageraient, en effet, pour le moins, les perspectives de plusieurs générations.*

court-terme et sa sensibilité au discours tenu par les divers groupes de pression du secteur. D'autant que cette politique s'accompagnerait dans l'esprit du vainqueur de la « primaire » de la droite, de la relance de la recherche sur les OGM, en contradiction avec toutes les normes et toutes les précautions impulsées par une forte majorité de la communauté scientifique, elle-même, depuis des années.

**Un discours démagogique.** D'ailleurs, François Fillon prétend, dans la plupart de ses discours, en finir avec les normes, que ce soit sur le plan social ou écologique, conjuguant ainsi facilités démagogiques et soumission bien comprise aux lobbies de toute nature. Dans une société développée, le « tout marché » ne saurait trancher de tout. La liberté ne s'improvise pas, mais s'organise, avec des règles, des normes, des principes. Elle exige des protections et des « garde-fous ». La sauvegarde du climat ou de la biodiversité s'accorde très mal de la dérégulation « libérale ».

Cette conjonction, associant démagogie et perméabilité aux groupes de pression, l'entraîne très loin, jusqu'à se dédire. Ainsi, n'hésite-t-il pas, dans son programme présenté lors des « primaires » de novembre dernier, à recommander - au-delà de la suppression de nombre de normes - l'abrogation de la référence même au principe de précaution, reconnu par le préambule de la Constitution, depuis février 2005, à l'instigation de Jacques Chirac. A noter, pourtant, que François Fillon a accepté à l'époque et sans la moindre critique, la constitutionnalisation de ce principe, puisqu'il était membre du gouvernement Raffarin, sous l'autorité de Jacques Chirac, en qualité de ministre de l'Éducation nationale. Cette idée, maintes fois répétée depuis ces derniers mois, marque à l'évidence un profond recul et une rupture avec l'esprit et le discours développés par les précédents gouvernements, y compris de droite. L'adoption du principe de précaution, ainsi constitutionnalisé, était, en effet, dictée par la poursuite de deux objectifs. D'abord, prendre en compte le temps long et respecter l'intérêt général ; ensuite, développer la pratique de l'expérimentation rigoureuse, indépendante et de l'évaluation contradictoire dans le temps, des innovations et, surtout, de leur application, afin de sortir d'une conception « messianique », voire scientiste du progrès, pour privilégier une approche à la fois plus lucide, plus rationnelle et plus maîtrisée de celui-ci, quant à ses implications. En outre, cet acte politique de février 2005 - l'inscription du principe de précaution dans le préambule de la Constitution - représente un levier et un point d'appui impor-

*Les réflexes du député de Paris s'écartent du gaullisme, mais surtout de toute référence à l'intérêt général, auxquels il prétend encore se référer. Ils dénotent surtout une totale incompréhension des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, et une surdité vis-à-vis des inquiétudes ressenties à des degrés divers par toutes les générations.*

tant par les associations et la société civile en général. Autant de considérations que rejette, à l'évidence, le conformisme de Monsieur Fillon.

Ainsi, la démarche politique de François Fillon contredit ces deux préoccupations. Elle reste, en effet, largement subordonnée aux impératifs des groupes de pression, aux objectifs des lobbies, ainsi qu'aux logiques de profitabilité, à court terme.

D'une manière générale, les réflexes du député de Paris s'écartent du gaullisme, mais surtout de toute référence à l'intérêt général, auxquels il prétend encore se référer. Ils dénotent surtout

une totale incompréhension des enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle, et une surdité vis-à-vis des inquiétudes ressenties à des degrés divers par toutes les générations.

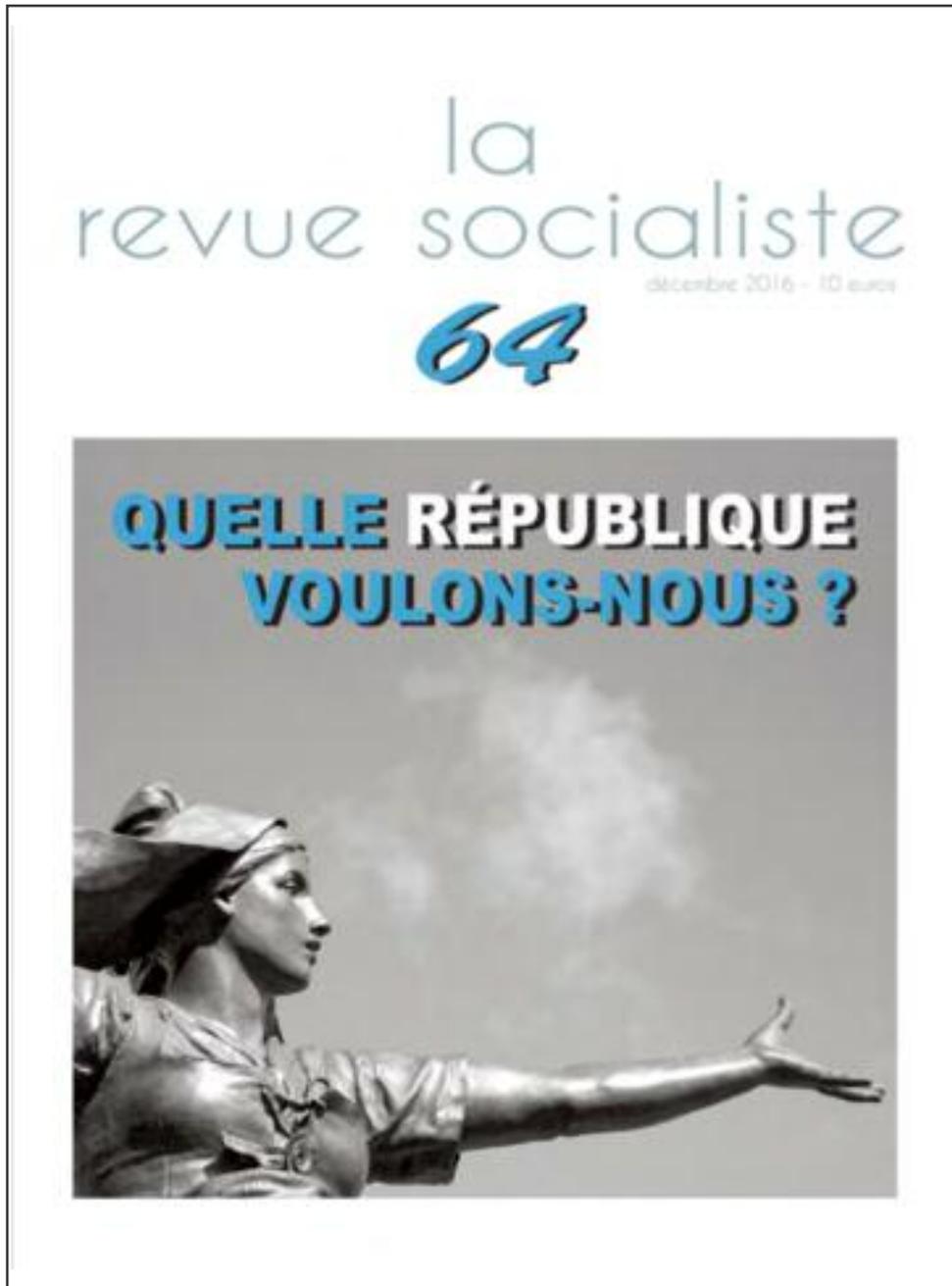
La pérennité de la biodiversité, la qualité de l'eau potable et de l'alimentation, le reflux de la pollution de l'air, la sauvegarde des équilibres climatiques, le droit à la santé sont les sujets clés de l'avenir des jeunes et futures générations. Cette évidence a,

pour l'heure, échappé au candidat des droites parlementaires. Celui-ci raisonne en fonction d'un modèle économique « libéral », socialement injuste, et incapable d'anticiper et, surtout, d'identifier les défis à la fois sociaux, sanitaires et environnementaux, de surcroît très étroitement liés, pour les pays développés comme pour les nations en développement. François Fillon est vraiment un responsable politique, conservateur, de la droite du début du siècle dernier.

M.B.

# La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial  
aux fondements de la République. À lire !**



MR.  MME.  Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de ..... euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



### Valérie Igounet...

est historienne, spécialiste du négationnisme et de l'extrême droite en France. Elle est notamment l'auteure d'*Histoire du négationnisme en France* et de *Le Front national de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, tous deux publiés aux éditions du Seuil. Son ouvrage *L'illusion nationale : deux ans d'enquête dans les villes FN*, coécrit avec Vincent Jarousseau, paraît ces jours-ci aux éditions des Arènes, conjointement avec *Les français d'abord : Slogans et viralité du discours Front National (1972-2017)*, publié aux éditions Inculte..

### « Le « peuple » auquel se réfère Marine Le Pen servait également de cible à son père »

?

*Vous évoquez, de longue date, la continuité indéniable entre le FN de Jean-Marie Le Pen et celui de sa fille.*

*Ne s'agit-il pas, pour Marine Le Pen, de dire la même chose, mais autrement, de substituer un terme à un autre pour parvenir aux mêmes objectifs ?*

Oui. Marine Le Pen ne cesse de prôner une rupture idéologique sur différents points, en visant tout particulièrement la dialectique déployée par son père. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il existe

bien une continuité avec son prédécesseur sur les plans visuel et sémantique. Au-delà de ses contentions, ses ruptures et ses conflits, le Front national a pour l'essentiel conservé le socle idéologique à partir duquel il s'est constitué.

La présidente du FN se sert ainsi de vieux slogans du parti de Jean-Marie Le Pen. La devise « Avant qu'il ne soit trop tard » avait même été utilisée en 1970, par le MSI (Mussolini sempre immortale), avant la naissance du mouvement. Aujourd'hui,

une photo, accompagnée du slogan « Avec Marine, avant qu'il ne soit trop tard », figure sur le guide de l'eurodéputé Nicolas Bay, en respectant une même continuité.

**?** *De l'assimilation à l'ascenseur social, en passant par la laïcité ou la défense des retraites et des services publics, c'est toujours l'Autre qui est dans le viseur, l'immigré. La marque de fabrique du FN ne reste-t-elle pas, au fond, la xénophobie ?*

Oui. La xénophobie est bien la marque de fabrique du FN. Avec, pour référence principale, l'identité nationale rebaptisée « priorité nationale », le marqueur anti-immigrés reste ici prégnant. Cette substitution lexicale ne change rien au fond, si ce n'est que l'islamophobie supplante désormais l'antisémitisme. Ce mouvement préserve ses thématiques phares, avec, notamment, la lutte contre l'immigration, la priorité accordée aux Français, la suppression du regroupement familial, le droit du sol et l'arrêt des régularisations, ainsi qu'une répression accentuée et un budget renforcé pour la sécurité. Le parti d'extrême droite aborde aujourd'hui l'immigration sous l'angle du rétablissement des frontières.

Sur le plan du programme, le discours frontiste montre une relative stabilité. Les évolutions les plus significatives concernent le domaine économique, débouchant sur un discours anticapitaliste et « social ».

Si la campagne présidentielle de 2007 avait échoué pour plusieurs raisons, ce principe n'en demeure pas moins immuable. Les derniers tracts que le parti a édités sont ainsi très offensifs à l'encontre des réfugiés. Exemples à l'appui. Je pense, en particulier, à celui qui a pour slogan « Halte à la submersion du territoire ». Certaines photos s'en prennent même violemment aux étrangers, stigmatisés pour l'occasion.

**?** *Cette stratégie prend appui sur la théorie du Grand Remplacement, chère à Renaud Camus.*

Oui, mais qu'on ne s'y trompe pas, cette formule divise davantage le FN qu'il n'y paraît. Si Marion Maréchal Le Pen l'utilise à dessein, d'autres, tel Florian Philippot, la réfute ainsi totalement. Elle ne suscite donc pas l'adhésion des dirigeants du mouvement, plutôt prudents sur ce registre.

**?** *Le slogan et l'affiche « La France apaisée » reprennent certains codes des élections présidentielles socialistes. Comment l'interprétez-vous ?*

Ce slogan, comme d'autres, est clairement emprunté aux adversaires politiques du FN. Ce qui démontre bien, d'ailleurs, son efficacité. Et il suffit souvent d'un simple mot pour en changer le sens. L'objectif est, bien évidemment, de capter une partie ciblée de l'électorat. Ce parti se prétend d'ailleurs de droite comme de gauche, avec la volonté

de séduire les électeurs des deux camps. Et de capter le plus grand nombre possible de voix. Certains ouvriers de droite se montrent ainsi sensibles au marqueur « immigration-insécurité », et non les ouvriers de gauche qui, eux, ont majoritairement opté pour un candidat plus proche de leurs idées. Cette partie de l'électorat frontiste - revendiquée par le FN - ne vient cependant

pas uniquement de la gauche. Ce sont de « nouveaux ouvriers » qui ont intégré le corps électoral.

**?** *L'objectif de Marine Le Pen et de Florian Philippot est d'élargir ainsi leur socle électoral.*

Bien sûr. La prétendue gauchisation du parti n'a cependant pas commencé avec Marine Le Pen. Ce vote existait dès les années 1995. Soyons précis. Quand le FN se prétend le premier parti ouvrier de France, il faut bien analyser le profil de cette frange de l'électorat, en ciblant bien la nature des élections à laquelle il prend part. Bien évidemment, il faut aussi prendre en compte l'abstention. Les choses sont donc bien plus complexes qu'il n'y paraît au premier abord.

**→** *Marine Le Pen se présente en*



*« candidate du peuple » contre les élites, avec un slogan - « Au nom du peuple » -, qui révèle sa volonté de s'élever au-dessus des partis. Ne cherche-t-elle pas ainsi à stigmatiser la démocratie parlementaire ?*

Je le répète, le « peuple » auquel se réfère Marine Le Pen servait également de cible à son père. Ce slogan n'obéit donc pas à une forme nouvelle de revendication. En revanche, elle prétend combler un fossé entre cette partie de l'électorat et les élites incarnées, notamment, par « l'UMPS ». Et il ne fait guère de doute que cette identification lui sert de prétexte pour stigmatiser les politiciens et, plus généralement, tout ce qui s'apparente aux appareils, qu'elle et son parti rejettent depuis toujours.



*Existe-t-il une singularité dans la gestion des municipalités que le FN administre ?*

Le FN de Marine Le Pen et Florian Philippot n'hésite plus, aujourd'hui, à se présenter comme un nouveau gestionnaire, ce qui le distingue de la stratégie poursuivie par ses élus sous l'ère Mégret, dans les années 1990.

Au-delà, il faut bien relativiser les choses et rappeler, s'il en était besoin, que ce parti n'administre qu'un faible nombre de municipalités. Soit, une dizaine sur plus de 36 600 communes, à l'échelle de l'Hexagone. D'autre part, il faut bien reconnaître que ses élus s'investissent énormément. Je pense, en particulier, à Steeve Briois seul maire FN élu, à ce jour, au premier tour de l'élection municipale, à Hénin-Beaumont. Il faudra certainement attendre encore un peu avant de le juger sur le fond, au même titre que les autres édiles frontistes, même s'il existe bien des marqueurs propres à ce parti, tels que la débaptisation de la rue du 19-Mars-1962, à Beaucaire, la stigmatisation de certaines associations comme les Secours populaires à Hayange et bien d'autres exemples qui démontrent l'existence d'une politique singulière. Mais, il est sans doute encore trop tôt pour se livrer à une analyse complète et détaillée sur le

*Au-delà de la présidentielle, ce sont bien les élections législatives qui importent. Certes, il y a eu des défections dans les municipalités frontistes, depuis 2014, des points de vue discordants, des personnalités qui tendent à s'affirmer de plus en plus, mais l'objectif est de faire corps face à l'adversité.*



*Compte tenu de ses divisions internes, le Front national marque-t-il le pas, à quelques semaines de la campagne présidentielle ?*

Depuis les propos de Marion Maréchal Le Pen sur l'IVG, deux lignes s'affrontent et se démarquent très clairement. Chacun sait, à ce sujet, le conflit idéologique qui oppose la nièce du patriarche à Florian Philippot.

Ces tensions étaient toutefois palpables depuis longtemps et n'ont cessé de s'affirmer au fil du temps. N'imaginons pas, pour autant, que le FN soit sur le point d'éclater. Il existe des précédents dans l'histoire de ce parti et chacun s'efforcera de

faire taire ses divisions cette année. Avec l'ambition de s'afficher unis en prévision des échéances électorales de mai et juin prochains, même si on est loin du compte. Au-delà de la présidentielle, ce sont bien les élections législatives qui importent. Certes, il y a eu des défections dans les municipalités frontistes, depuis 2014, des points de vue discordants, des personnalités qui tendent à s'affirmer de plus en plus, mais l'objectif est de faire corps face à

l'adversité.



*En exploitant à dessein le conservatisme catholique pendant la campagne des primaires de la droite, François Fillon a, semble-t-il mordu sur une partie de l'électorat frontiste, dans le sud-est et l'ouest de la France. Cette stratégie est-elle de nature à affaiblir Marine Le Pen, en perspective de l'élection présidentielle ?*

De toute évidence, il n'est pas le candidat idéal dans l'esprit des dirigeants frontistes pour faire face à Marine Le Pen. Mais, ne soyons pas naïfs, il semble peu probable que celle-ci soit élue présidente en mai prochain. Son objectif est ailleurs, dans l'obtention d'un résultat supérieur à celui qu'elle avait obtenu en 2012, et dans l'affirmation

de sa stature de présidente du parti.

Il faut le redire avec force, l'enjeu véritable, ce sont bien les législatives, et il paraît évident sur ce point que le nombre de députés frontistes augmentera sensiblement, en juin. Ne doutons pas, à ce propos, que les leaders du parti veilleront très atten-

tivement au profil des candidats, en gommant autant que faire se peut les écarts de langage pour investir en nombre les rangs de l'Assemblée.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

# ***Le long combat des socialistes contre l'extrême droite***

La revue de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) consacre, ce mois-ci, un hors-série à l'extrême droite. Piloté par Gilles Vergnon, maître de conférences habilité en histoire contemporaine à l'IEP de Lyon, ce numéro spécial montre ce que doit le Front national aux mouvements nationalistes qui ont émergé sous la Troisième République, sous l'égide des boulangistes et autres antidreyfusistes. Où l'on voit ce que furent le poids et l'influence d'un Charles Maurras et de l'Action française sur l'idéologie du FN, présentant une France meurtrie et minée de l'intérieur par des éléments étrangers. L'islamophobie s'est substituée à l'antisémitisme, et le nationalisme d'exclusion reste la règle.

L'idée même d'une contre-révolution fondée sur le rejet des valeurs de gauche, la critique des élites et la montée de l'insécurité culturelle, économique et sociale ne fait que conforter les populismes de tout poils qui sévissent un peu partout en Europe et nourrissent un fort ressentiment à l'égard des puissances démocratiques, ravivé par la crise des réfugiés. La critique des élites, du système et des partis de gouvernement leur sert très clairement de terreau. Et seule la mise en œuvre de politiques alternatives fortes peut servir de réponse aux pourfendeurs du système.

Gilles Vergnon montre parfaitement la coexistence, au sein des droites radicales, de projets et de cultures politiques différentes et parfois même opposées qui se partagent la scène ou se succèdent dans le temps. La droite contre-révolutionnaire de Maurras du début du XX<sup>e</sup> siècle a ainsi pu coexister avec le boulangisme, parangon de la « droite révolutionnaire ». Une droite qui parle le langage des classes populaires, affiche des préoccupations sociales et se prend à vouloir infléchir la démocratie dans un sens plébiscitaire, autour d'une relation directe entre un chef et le peuple. Le boulangisme trouvera des émules dans la brillante nébuleuse des ligues, dont les principales - Jeunesse patriote, Croix-de-Feu - assumeront son héritage. Après une longue traversée du désert, cette droite

radicale renaît de ses cendres à la faveur du national-populisme, dont le FN constitue un avatar. Cette nébuleuse aux origines hétérogènes se retrouve autour de trois thèmes : l'hostilité à l'immigration, principalement d'origine extra-européenne, la crainte de l'islam radical qui mue tendanciellement en hostilité vis-à-vis de l'ensemble des musulmans, et le rejet de l'intégration européenne et aux formes qu'elle a prises depuis le passage à l'euro.

Face à ce bloc réactionnaire et identitaire, les gauches européennes et le socialisme, en particulier, doivent conjurer les effets de la mondialisation de l'économie qui sape les ressources des États nationaux et fracture les sociétés en « gagnants » des pôles métropolitaines et « perdants » des zones périurbaines et rurales, rongées par le poids d'une angoisse identitaire et de l'insécurité culturelle, parfaitement décrites par Christophe Guilluy et Laurent Bouvet.

Ce numéro de *Recherche socialiste* propose plusieurs articles sur les situations que connaissent le Portugal, l'Espagne, l'Angleterre, la Hongrie et l'Allemagne, confrontés, à des niveaux divers, à la montée des droites radicales et populistes, sur fond de rejet des institutions démocratiques européennes. Ce travail très fouillé est suivi, dans une seconde partie, de la confrontation entre la SFIO, puis le PS, aux divers courants des droites radicales. Denis Lefebvre rappelle, en particulier, les difficultés posées aux socialistes par le boulangisme, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui parvint, originellement, à séduire une partie d'entre eux. Thierry Hohl montre, pour sa part, comment la SFIO re-définit son rapport à la République et aux institutions, dans sa confrontation aux Ligues des années 1930. Pascal Girard démontre, pour sa part, les limites de l'antifascisme de la SFIO, à l'époque de la Guerre froide, à une époque où l'ennemi désigné est le bloc soviétique et son représentant en France, le PCF. Enfin, Gilles Vergnon se livre à une analyse pertinente de l'irruption, dans le champ politique, du FN (1983-1988) et des

réactions qui en découlent. Il revient, notamment, sur la difficulté, pour les socialistes, à organiser la riposte face au FN qui émerge dans les années 80. D'où la banalisation du parti d'extrême droite. Un entretien de Jean-Christophe Cambadélis, auteur, en 1987, du *Manifeste contre le Front national*, vient conclure ce dossier, particulièrement riche. Dans les pas de Pierre-André Taguieff, le Premier secrétaire assimile le parti de Jean-Marie Le Pen au « national populisme » qui inscrit sa pensée autour de la France éternelle, antieuropéenne et antimondialiste. La droite nationale, explique-t-il, fixe les conditions d'un renouveau autour du triptyque : identité, immigration, insécurité. L'erreur, estime-t-il, par ailleurs, tient dans la démobilisation qui a suivi la scission, au sein du FN, sous l'égide de Bruno Mégret. En 2002, il était trop tard, et la tactique de la « différenciation maximale avec d'autres partis, l'anti-système, le populisme comme manière de représenter le peuple, le rejet des élites, la xéno-

*phobie comme moteur, tout est là.* » Ce parti devient alors l'expression d'une « *tendance dans le monde occidental* ».

Marine Le Pen en est la parfaite illustration. Sa vision est celle d'une « *douce France repliée sur elle-même et vivant en autarcie.* » Et seul le rassemblement de la gauche et la constitution d'un « *récit progressiste pour la France à venir* » peuvent endiguer sa progression. Au risque de voir plonger le pays dans l'abîme...

Bruno Tranchant

L'OURS, Les socialistes face à l'extrême droite en France et en Europe, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle, hors-série, n° 76-77, juillet-décembre 2016, 15 €. Publication de l'Office universitaire de recherche socialiste (OURS) - 12, cité Malesherbes, 75009 Paris - Tél. 01 45 55 08 60 - Mail : info@lours.org



# Front national : le mythe de l'Etat fort

Feu nourri contre la décentralisation. C'est peu dire que Marine Le Pen et ses proches s'enflamment, aujourd'hui, sur la question. Au point de proposer la suppression pure et simple des exécutifs régionaux. Pas vraiment nouveau, puisque la candidate à la présidentielle l'avait clamé haut et fort lors des départementales de mars 2015, avant d'étouffer l'affaire six mois plus tard, à l'occasion d'élections où elle rêvait d'être élue à la présidence des futurs Hauts-de-France. Surprenant, cependant, au regard de l'histoire, compte tenu de l'attachement de l'extrême droite au concept de décentralisation que Charles Maurras lui-même qualifiait de « *très belle chose sous un très méchant mot.* » (1) « *On appelle « décentralisation » un ensemble de réformes destinées à reconstituer la patrie, à lui refaire une tête libre et un corps vigoureux* », s'empressait-il d'ajouter.

## Rupture idéologique.

Plus récemment, Alain de Benoist, qui a longtemps servi de modèle et de source d'inspiration aux idéologues frontistes, fustigeait l'ingérence toujours plus poussée de l'Etat dans les mécanismes de la vie sociale, au motif qu'il se traduit par l'oppression des minorités. « *Le modèle de l'Etat-nation a inspiré tous les nationalismes modernes, en même temps qu'il a constitué le principe fondateur de la Société des nations (SDN), puis des Nations-Unies*, explique-t-il (2). *A ce titre, il a été la cause de conflits innombrables. Poser la souveraineté comme liberté illimitée et indépendance absolue conduit en effet nécessairement à des affrontements au nom de l'égoïsme sacré.* »

L'idéal d'authenticité appelle aussi la reconnaissance publique de spécificités collectives avec lesquelles les amis de Marine Le Pen et Florian

Philippot sont, aujourd'hui, en total désaccord. Adeptes d'un Etat fort, ces deux là ont renié tout ou partie de ce qui faisait l'ADN et l'identité idéologique du parti, en balayant d'un revers de la main les principes mêmes de décentralisation, de démocratie locale et d'identité régionale. Loin du discours porté par le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), qui estimait *a contrario* que chaque organe du corps social doit pouvoir poursuivre le plus librement possible ses fins propres. Alain de Benoist, n'a cessé ainsi de prêcher l'autonomie de la Corse et de la Bretagne, la création d'une région Pays Basque, la réunification de la Normandie et de la Savoie, le retour de

la Loire-Atlantique, au sein de la région Bretagne, l'encouragement au bilinguisme en Alsace, le regroupement des communes, la suppression des départements, au profit des régions et des « pays », l'extension du champ associatif et de la démocratie locale, et enfin, la reconnaissance des peuples de France.

Pas question de souscrire à de tels principes,

fait valoir aujourd'hui Florian Philippot. La reconnaissance de toute forme d'identité régionale est proscrite du logiciel de pensée du vice-président du FN qui voit dans la reconnaissance des singularités une atteinte à l'unité nationale et à l'indivisibilité de la République. Cette reconnaissance risque, affirme-t-il, de « *balkaniser la France* ».

Faut-il rappeler que la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions a ouvert la voie à un profond bouleversement de la répartition des pouvoirs, au profit des acteurs locaux ? Considérée comme la loi fondamentale de la décentralisation, elle fait partie, depuis, des caractéristiques

*La reconnaissance de toute forme d'identité régionale est proscrite du logiciel de pensée du vice-président du FN qui voit dans la reconnaissance des singularités une atteinte à l'unité nationale et à l'indivisibilité de la République. Cette reconnaissance risque, affirme-t-il, de « balkaniser la France ».*

téristiques constitutionnelles de l'Etat français. Entérinée à une très large majorité par les représentants du peuple réunis en Congrès, elle est pourtant très critiquée par le FN, au prix d'un revirement idéologique spectaculaire, alors même que ce mouvement n'avait pas hésité à présenter, en 2015, des candidats à la présidence des régions, dotées de pouvoirs économiques importants et qualifiées ensuite de « *baronnies totalement irresponsables* » par Marine Le Pen. Laquelle taxe la décentralisation de favoriser « *un creusement des inégalités entre les territoires et les Français, une complexité accrue de la décision publique, une corruption aggravée, et la reconstitution de féodalités locales dépensières au détriment d'un Etat stratège.* » (3)

**Vraie fausse clarification.** En réaction, les partisans de la présidente du mouvement se disent prêts à renforcer le rôle des préfets - serviteurs zélés du régime dictant leurs instructions aux élus - sur les collectivités, par un contrôle systématique des délibérations adoptées par les assemblées locales, et d'abaisser de 2 % les dotations publiques, afin d'éviter le développement de « *baronnies* » et de « *féodalités* ». À charge, pour l'Etat, de « *recupérer les compétences relatives aux transports régionaux et à l'action économique, et rétablir un contrôle de légalité a priori sur les engagements de dépenses des collectivités territoriales supérieurs à des montants définis par la loi,* » énonce Marine Le Pen. *Il faut rétablir un Etat fort dans l'intérêt des citoyens* » (3), renchérit-elle, avant de préconiser une clarification des compétences, au profit des communes et départements qui, veut-elle croire, sont les niveaux de collectivités le mieux à même de compléter l'action de l'Etat. « *Ils sont en effet suffisamment proches des citoyens pour répondre à leurs besoins de démocratie de proximité et pour gérer les services publics locaux, et pas assez grands pour concurrencer*

*l'Etat (...). Le rôle des régions doit quant à lui être revu à la baisse : leurs compétences actuelles en matière de transports régionaux et d'action économique seront transférés à l'Etat. Il est en effet nécessaire de lutter contre les féodalités régionales qui se sont constituées au détriment de l'égalité entre les citoyens.* » (5)

À ce jeu, l'intercommunalité, pourtant indispensable pour nouer des partenariats complexes et mutualiser la conception d'équipements structurants, est elle aussi dans le collimateur. La chef de file du FN ne fait d'ailleurs pas mystère de son intention de procéder à un audit des dépenses desdits groupements par les chambres régionales de comptes, en prévision d'une réelle simplification. L'objectif est clair : mettre les collectivités, quelle que soit leur taille, sous l'éteignoir, au profit d'un Etat fort, capable d'imposer ses vues, afin de per-

mettre le « *réarmement de la France dans la mondialisation* ». Difficile, dans ces conditions, d'accorder le moindre crédit à un parti qui prétend, dans le même temps, se faire le défenseur des fonctionnaires et des services publics, qui seraient, à n'en pas douter, les premières victimes de cette politique de recentralisation forcée.

Ajoutons qu'au contrôle qu'exercent aujourd'hui les élus sur les finances locales, le FN préfère la mainmise d'une autorité

non élue, nommée depuis Paris par le pouvoir exécutif. Et ce, en dépit de la dénonciation régulière, par ses dirigeants, des « *élites parisiennes* ». Qu'importe ! Une démocratie digne de ce nom ne s'exerce qu'au niveau de la Nation souveraine.

**Un discours contradictoire.** Pas question, en revanche, de toucher au Sénat, en cette période de course aux parrainages ! D'autant que les grands élus qui le composent peuvent constituer de précieux relais pour la collecte des signatures auprès des maires des petites communes, cœur de cible du parti frontiste. La présidente du FN leur fait même miroiter la possibilité d'un sta-

tut dérogatoire au non-cumul des mandats. Des faveurs qui échappent aux fonctionnaires territoriaux, bien trop nombreux à ses yeux, et qu'il convient de redéployer dans les services de l'Etat, en « *déficit de personnel* », selon ses propres termes.

Sous couvert de remettre l'Etat au centre des débats et de revenir ainsi « *dans le jeu des Nations* », le FN prétend imposer une autorité capable de faire contrepoids aux « *puissances de l'argent* », aux « *communautarismes* » et aux « *particularismes* ». Coupé du monde et de l'Union européenne, il y a fort à parier que l'Etat français

devrait pallier alors à l'incapacité des élus régionaux et départementaux à agir au nom de l'intérêt général. On imagine d'ailleurs aisément ce que pourrait être la situation des collectivités, privées des dotations indispensables à leur fonctionnement, alors qu'elles interviennent, dans des conditions parfois difficiles, dans les domaines de l'aide sociale à l'enfance, aux personnes âgées, aux handicapés et à l'insertion (RSA), du logement, des transports ou de la formation.

Le Darwinisme social mâtiné de poujadisme et destiné à séduire la boutique électorale du Front national, avec très peu d'Etat et peu de fiscalité, cher à Jean-Marie Le Pen, n'en a pas moins vécu. Nicolas Lebourg, chercheur en sciences politiques au CEPPEL de l'Université de Montpellier, ne manque d'ailleurs pas une occasion de rappeler que les premiers à s'intéresser aux thèses ultralibérales de l'Ecole de Chicago, adeptes de Milton Friedman, furent les membres du Club de l'Horloge - Jean-Yves Le Gallou, Bruno Mégret - que l'on allait retrouver au Front national, dès sa création, en 1972. Cette option s'est toutefois fracturée au tournant des années 90, et le discours de Le Pen père dénonçant la « *spoliation par l'étatisation* » et suggérant de « *dégraisser le mammoth* » céda alors la place à une vision interventionniste, protectrice et protectionniste.

L'apport de Florian Philippot s'est avéré, de ce point de vue, décisif et son positionnement - défense d'un souverainisme politique, économique, démographique et culturel, opposé à la globalisation qui serait aussi une islamisation de l'Europe - n'a guère varié depuis 2012.

Mais, derrière le faux-nez de l'Etat providence, sur fond de remise en cause du principe de subsidiarité, du creusement des inégalités entre territoires, la complexité accrue de la décision publique, surgit un autre adversaire, bien plus menaçant, l'Union européenne. Marine Le Pen n'hésite d'ailleurs pas à parler « *d'Empire euro-*

*On imagine aisément ce que pourrait être la situation des collectivités, privées des dotations indispensables à leur fonctionnement, alors qu'elles interviennent, dans des conditions parfois difficiles, dans les domaines de l'aide sociale à l'enfance, aux personnes âgées, aux handicapés et à l'insertion (RSA), du logement, des transports ou de la formation.*

*péiste* », en opposition à la nation France, dans une dialectique qui emprunte au registre de l'extrême droite radicale des nationalistes révolutionnaires. Tout comme quand elle parle de « *patrie charnelle* », notion popularisée un temps au sein de l'extrême droite par le GRECE.

Où l'on voit que la notion de racine, au sens identitaire du terme, sert de fil rouge à son discours. Le-

quel lui permet de se placer dans un positionnement anti-élites - taxées de tous les maux, de la corruption au pillage de la souveraineté de la France - et populiste, décliné dans de nombreuses mesures dans les domaines de la justice, de la sécurité et des institutions. Pleinement autoritaire, aussi, pour affaiblir tous les contre-pouvoirs. Au FN, tout est affaire de tactique.

Bruno Tranchant

Notes :

- (1) Charles Maurras, L'idée de la décentralisation, 1898.
- (2) Alain de Benoist, Jacobinisme et fédéralisme, 2010.
- (3) <http://frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/autorite-de-letat/etat-fort/>
- (4) Intercommunalités, mensuel de l'AdCF, mars 2012.
- (5) Ibid.